



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

**DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT**

*Bureau de l'Environnement*

**ARRETE PREFECTORAL**

du - 9 MARS 2007

**fixant des prescriptions complémentaires à la Compagnie Rhénane de Raffinage  
à REICHSTETT  
au titre du livre V, titre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

**VU** le titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L 512.7,

**VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du titre précité et son article 18 relatif aux arrêtés complémentaires,

**VU** l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

**VU** les actes administratifs antérieurs réglementant l'exploitation par la Compagnie Rhénane de Raffinage (CRR) d'une raffinerie de pétrole à Reichstett et Vendenheim, et notamment l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001,

**VU** le rapport du 9 janvier 2007 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace (DRIRE d'Alsace) chargée de l'inspection des installations classées,

**VU** l'avis favorable du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques- CODERST en date du 6 février 2007,

**CONSIDÉRANT** les risques présentés par le local « produits chimiques » pour le magasin général de la raffinerie et par l'environnement,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, à cet effet, de mettre à jour, compléter et renforcer les prescriptions édictées par les actes administratifs antérieurs,

**CONSIDÉRANT** que la Compagnie Rhénane de Raffinage exploite des installations visées par l'article L515-8 du Code de l'environnement,

**APRÈS** communication à la Compagnie Rhénane de Raffinage du projet d'arrêté,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Renforcement de la défense incendie du local « produits chimiques » du magasin général :**

La Compagnie Rhénane de Raffinage ci-après désignée par « l'exploitant », dont l'adresse est Route départementale 37 à Reichstett, réalisera dans un délai de **3 mois** une étude visant à améliorer la défense incendie du local « produits chimiques » d'environ 30 m de long, 10 m de large et 8 m de haut, intégré à son magasin général.

Celle-ci portera sur les points suivants :

- L'analyse des risques et la description des scénarios d'accidents susceptibles d'intervenir,
- la mise en place de détections feu et fumées dans le local « produits chimiques » et dans le magasin général, et les reports d'alarme en salle de contrôle,
- la ventilation du local « produits chimiques »
- la mise en place de moyens de lutte fixes,
- la possibilité d'injecter de la mousse haut foisonnement dans le local « produits chimiques »,
- la récupération et l'évacuation des eaux d'extinction d'incendie vers les égouts du site,
- les moyens d'intervention mobiles disponibles.

L'étude est à remettre à l'inspection avec un échéancier de réalisation des travaux **ne dépassant pas 18 mois**.

L'exploitant réalise les travaux selon les délais proposés dans l'échéancier.

### **Article 2 – Mise à jour du plan d'opération interne :**

**Dans le délai de 18 mois** l'exploitant procèdera à la mise à jour de son POI, en fonction des données et équipements nouveaux apportés par les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

### **Article 3 – Publicité :**

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles est soumise l'installation et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de Reichstett et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie.

Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

### **Article 4 – Frais :**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté seront à la charge de la Compagnie Rhénane de Raffinage

### **Article 5– Droit des tiers :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## Article 6 – Sanctions :

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement.

## Article 7 – EXECUTION - AMPLIATION

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,  
le Maire de Reichstett,  
le Commandant du Groupement de Gendarmerie,  
les inspecteurs des installations classées de la DIRE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la Compagnie Rhénane de Raffinage.

Pour amplification  
Pour le Secrétaire Général  
l'adjoint administratif

  
Anna MUREAU



LE PRÉFET,  
P. le Préfet,  
Le Secrétaire Général

  
Raphaël LE MÉHAUTÉ

## Délai et voie de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article L 514-6 du Code de l'Environnement).